

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

DIRECTION DE L'INTERMINISTERIALITE
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Bureau des procédures environnementales et foncières

Installations classées pour la protection de l'environnement

**mise en demeure de régulariser la situation administrative
la Société HERVÉ exploitant une carrière de roches massives
située au lieu-dit « Le Rocher » Chenillé-Changé
sur le territoire de la commune de Chenillé-Champteussé**

DIDD 2018 - n ° 334 du 06 DEC. 2018

ARRÊTÉ

Le préfet de Maine-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L.512-3, L. 514-5 et le titre VIII de son livre I ;

Vu l'arrêté ministériel de prescription général du 22 septembre 1994 modifié relatif aux carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière (art. L.512-5 du CE) ;

Vu l'arrêté préfectoral D3-2005 n° 414 du 29 juin 2005 autorisant la société HERVÉ à exploiter à ciel ouvert une carrière de grès armoricain au lieu-dit « Le Rocher » Chenillé-Changé sur le territoire de la commune de Chenillé-Champteussé ;

Vu les articles 2.1 de l'arrêté préfectoral D3-2005 n° 414 du 29 juin 2005 ;

Vu l'article 4-6-3 l'arrêté préfectoral D3-2005 n° 414 du 29 juin 2005 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant (société HERVÉ) par courrier en date du 3 septembre 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant, formulées par courrier en date du 14 septembre 2018 ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 27 juin 2018 l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- L'extraction a eu lieu hors périmètre autorisé (art. 2.1 de l'AP du 29/06/2005) sur l'angle Nord-Est de la parcelle n° 108 à l'Est de la carrière : écart récurrent ;
- Le bardage des installations secondaires et tertiaires (art. 4-6-3 de l'AP du 29/06/2005) n'a pas été complété : écart récurrent ;
- L'absence de plan de gestion des déchets d'extraction (art. 16 bis de l'AM du 22/09/1994 modifié) : écart récurrent ;

Considérant que l'installation n'a pas été aménagée conformément au plan et indications techniques contenus dans le dossier de la demande d'autorisation et que cet écart a déjà fait l'objet d'un constat de l'inspection des installations classées lors de la visite d'inspection précédente ;

Considérant que les installations secondaires et tertiaires ne sont pas équipées d'un bardage complet et d'un système d'aspiration/filtration ou un système d'atomisation d'eau et que cet écart a déjà fait l'objet d'un constat de l'inspection des installations classées lors de la visite d'inspection précédente ;

Considérant que le plan de gestion des déchets d'extraction n'a pas été actualisé et que cet écart a déjà fait l'objet d'un constat de l'inspection des installations classées lors de la visite d'inspection précédente ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions des articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure la société HERVÉ de régulariser la situation administrative de l'installation (Art. 2.1 de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2005) et de respecter les prescriptions des articles 4-6-3 de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2005 et 16 bis de l'AM du 22 septembre 1994 modifié afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire

ARRETE

Article 1 :

La société HERVÉ, dont le siège social est situé route d'Ancenis 44 670 Juigné-les-Moutiers exploitant d'une installation d'extraction de matériaux (carrière) sise au lieu-dit « Le Rocher » Chenillé-Changé sur la commune de Chenillé-Champteussé, est mise en demeure de respecter :

- L'article 2.1 de l'AP du 29/06/2005 en fournissant au préfet les éléments d'appréciation pour régulariser la situation de ses installations en terme d'implantation ;
- L'article 4-6-3 de l'AP du 29/06/2005 en équipant d'un bardage complet les installations secondaires et tertiaires. Il doit également les équiper d'un système d'aspiration/filtration ou d'un système d'atomisation d'eau ;
- L'article 16 bis de l'AM du 22/09/1994 modifié en actualisant le plan de gestion des déchets d'extraction.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- L'exploitant (la société HERVÉ) fournira au préfet les éléments d'appréciation pour régulariser la situation de ses installations **avant le 31 mars 2019** ;
- L'exploitant aura complété le bardage des installations secondaires et tertiaires et les aura équipées d'un système d'aspiration/filtration ou d'un système d'atomisation d'eau avant le 31 mars 2019 ;
- L'exploitant aura actualisé le plan de gestion des déchets d'extraction avant le 31 décembre 2018 ;

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes, par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.

Article 4 :

Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de Chenillé-Champteussé et affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire puis envoyé à la préfecture

Article 5 :

Le texte complet peut être consulté à la préfecture, et à la mairie de Chenillé-Champteussé

Article 7 :

Le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, le sous-préfet de Segré-en-Anjou Bleu, le maire de la commune de Chenillé-Champteussé, le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire et la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 06 DEC. 2010

Pour le préfet, et par délégation
Le secrétaire général de la préfecture



Pascal GAUCI